1.5 Question de M. Olivier Maroy, intitulée «Championnat du monde de handihockey 2026»

M. Olivier Maroy (MR). – C'est une grande fierté pour le Brabant wallon et pour toute la Wallonie: la Coupe du monde de hockey aura lieu chez nous du 15 au 30 août 2026. Le futur stade régional est d'ailleurs en construction à Wavre pour accueillir des matches de cet événement mondial. Il se pourrait que la Coupe du monde de handihockey ait elle aussi lieu durant l'été 2026 à quelques kilomètres de là, à Louvain-la-Neuve. C'est en tout cas ce que souhaite le président du club de hockey de la cité universitaire qui attend les instructions de la Fédération internationale de hockey.

Le club néo-louvaniste dispose d'une section de handihockey depuis 2017 dans laquelle évoluent majoritairement des personnes porteuses d'un handicap mental. L'Association royale belge de hockey (ARBH) a donc proposé au club d'accueillir cette compétition.

Reste à savoir si Louvain-la-Neuve accueillera – à l’image de Wavre – une partie seulement de la compétition ou son entièreté. On sait en effet que le championnat pour valides se déroulera à la fois en Belgique et aux Pays-Bas. Beaucoup d’autres questions sont encore en suspens. Quels types de handicaps sont-ils concernés? Quand cette compétition aura-t-elle lieu? Combien de délégations y prendront-elles part? Combien de spectateurs sont-ils attendus?

Madame la Ministre, la Fédération Wallonie-Bruxelles participera-t-elle à l’organisation de la Coupe du monde de handihockey si elle a lieu en Wallonie? Quel sera le rôle de la Ligue handisport francophone?

La RTBF et les médias de proximité seront-ils sollicités pour couvrir ces événements?

De manière plus générale, comment la Fédération Wallonie-Bruxelles soutient-elle le handihockey?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, la seconde quinzaine du mois d’août 2026 verra Wavre accueillir, en compagnie d’Amsterdam, les championnats du monde de hockey féminin et masculin pour lesquels les gouvernements de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont pleinement engagés.

En marge de cette compétition, le club de hockey de Louvain-la-Neuve, qui compte depuis 2017 une section handihockey soutenue par l’ARBH, souhaite accueillir, même partiellement, la Coupe du monde de handihockey. Cependant, de nombreuses questions restent encore sans réponse de la part de la Fédération internationale de hockey et il est trop tôt pour déterminer l’implication de chaque intervenant.

Si l’organisation de cet événement devait se confirmer, le club aurait la possibilité d’introduire une demande de subvention pour sa préparation en amont ainsi que pour l’organisation à proprement parler. En fonction des besoins du club, il sera également possible, au-delà des aspects financiers, d’envisager un appui de l’ADEPS aux niveaux technique et humain.

Les clubs de hockey, tout comme les clubs des autres fédérations sportives reconnues qui souhaitent développer une section de sport adapté, peuvent faire appel à des subventions «Actions sportives locales». Ils ont également la possibilité d’obtenir des aides, jusqu’à un maximum de 90 % et de 25 000 euros par an, pour les achats de matériels sportifs adaptés.

Enfin, concernant la médiatisation de cet événement, il est du ressort de la Fédération de solliciter les médias pour une couverture adéquate. Le label A-sport, développé par les médias de proximité, a notamment pour vocation de couvrir ce genre d’événements.

M. Olivier Maroy (MR). – Madame la Ministre, je note que vous marquez un intérêt important pour cette compétition de handihockey. C’est une opportunité qu’il ne faudra pas manquer si tant est que la Fédération internationale de hockey confirme le choix de Louvain-la-Neuve.

J’entends qu’il y a toute une série de possibilités. Certes, il est encore un peu tôt, mais rien ne vous empêche et ne nous empêche, collectivement, de pousser un peu les choses de manière à ce qu’elles ne se fassent pas trop dans l’urgence. Je vous remercie en tout cas pour votre ouverture.

1.6 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Transparence concernant la reconnaissance du padel»

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, lors de la non-reconnaissance de l’Association francophone de padel (AFPadel), des erreurs matérielles manifestes ont entaché l’analyse du dossier par votre administration. Le rapport de l’administration mentionne l’absence d’informations sur 2023 et 2024 dans le rapport d’activités, alors que ces éléments y figurent bien. Cette omission, lourde de conséquences, a conduit à une évaluation incomplète et biaisée. Cette erreur a été signalée en urgence à votre cabinet le 10 mars dernier. Pire encore, cet oubli ne semble pas isolé, mais s’inscrit dans un schéma récurrent depuis 2021, déjà dénoncé en 2023. Dans un dossier à la fois sensible et judiciairisé, ceci soulève de sérieuses interrogations sur la rigueur et l’impartialité du traitement réservé à cette demande.

Je me vois contraint de revenir sur la réunion de notre commission du 4 février dernier, car vos déclarations ne sont pas correctes. En effet, contrairement à ce que vous y avez affirmé, il apparaît que l’employé démissionnaire de l’Association francophone de tennis (AFT) ayant rejoint l’AFPadel, pour des raisons de divergence philosophique sur la gestion du padel en Fédération Wallonie-Bruxelles, officiait bien comme coordinateur sportif pour la gestion exclusive du padel.

Comment expliquez-vous la répétition de ces erreurs dans l’évaluation du dossier de l’AFPadel, malgré les alertes émises dès 2023? Ces erreurs sont-elles confirmées par votre administration et/ou votre cabinet? Quelles garanties pouvez-vous apporter pour assurer une analyse rigoureuse et impartiale des demandes de reconnaissance, notamment lorsqu’elles font l’objet d’une procédure judiciaire?

Ne pensez-vous pas que ces irrégularités nuisent à la crédibilité de votre administration ainsi que de votre cabinet et suggèrent une volonté d’orienter les conclusions dans un sens prédéfini? Confirmez-vous vos propos tenus en commission du 4 février sur le rôle de l’ex-employé de l’AFT? Pourquoi, depuis juillet 2024, ni vous ni l’ADEPS n’avez-vous jugé utile de rencontrer l’AFPadel, pourtant acteur majeur du padel en Fédération Wallonie-Bruxelles

en termes de nombre de joueurs affiliés? Votre cabinet a indiqué vouloir respecter la procédure par un recours administratif, ce qui semble sous-entendre que l'erreur dénoncée n'est pas reconnue. Si l'erreur est avérée et reconnue par l'ADEPS, n'a-t-elle pas le devoir, en vertu de la bonne gestion administrative et de la transparence, de la rectifier immédiatement, sans attendre l'introduction d'un recours?

Ne pensez-vous pas qu'il est désormais essentiel qu'un examen parlementaire soit mené pour garantir la transparence et la bonne gouvernance dans ce dossier? Cette question, je me permets de la soumettre également à mes collègues députés. Un dossier d'une telle importance exige rigueur, impartialité et transparence. J'attends de votre part une réponse claire et circonstanciée afin de lever toute ambiguïté concernant la gestion de cette affaire.

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, après vérification, l'ADEPS m'a confirmé qu'une erreur matérielle de l'administration a eu lieu lors de la transmission d'une partie du dossier au Conseil supérieur des sports (CSS). Cette partie concernait le rapport d'activités 2023 et les projections 2024.

J'ai immédiatement demandé, lors de la transmission du recours de l'AFPadel à l'administration, d'être extrêmement méticuleux sur le respect des procédures et de fournir au CSS l'entièreté du dossier afin qu'une analyse complète puisse avoir lieu. À ce jour, aucune autre procédure, sur le plan légal, que celle du recours ne peut permettre une nouvelle analyse du dossier puisque, outre la non-reconnaissance de l'AFPadel, cette activité sportive a été officiellement intégrée au Tennis Padel Wallonie-Bruxelles (TPWB).

Je déposerai au gouvernement un dossier complet, en respectant l'ensemble des dispositions légales et traité en toute équité pour que celui-ci puisse se prononcer en pleine connaissance de cause. Il est donc prématuré de vouloir agir en dehors de la procédure en cours. En revanche, je ne peux pas me prononcer sur les précédentes procédures entamées par l'AFPadel, car certaines sont toujours en cours ou ne relèvent pas de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Vu le dépôt des demandes de reconnaissance de l'AFPadel et de TPWB pour la même discipline, il était nécessaire de garder une impartialité jusqu'à la fin de la procédure. Je n'ai donc, jusqu'à maintenant, pas rencontré la direction de l'AFPadel ni celle de TPWB.

Par ailleurs, je vous rappelle mes propos tenus lors de la commission du 4 février dernier: « Selon les informations fournies par Tennis Padel Wallonie-Bruxelles, la personne ayant quitté TPWB pour l'Association Francophone de Padel est un jeune collaborateur, et non pas le coordinateur sportif du padel. ». Ces éléments ont été fournis directement par TPWB à l'ADEPS. Mon unique objectif est de permettre à cette discipline en plein essor de continuer à se déve-

lopper au seul bénéfice des pratiquants. En ce qui concerne les manquements de l'administration, vous comprenez peut-être désormais davantage la raison qui nous a poussés à demander un audit.

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, vous avez parlé de respect dans ce dossier. J'entends qu'une analyse est prévue et que des erreurs ont été commises par votre administration, car de mauvais dossiers ont été transmis au CSS. Je rappelle que c'est préoccupant pour les pratiquants ainsi que pour les personnes qui dirigent l'AFPadel. Même si vous tentez de mutualiser un maximum au niveau du sport, vous comprendrez qu'un accord de mutualisation entre les deux fédérations ne sera pas aisé, pour ne pas dire impossible.

Rappelons que l'AFPadel est la fédération la plus importante en termes d'affiliés, car elle a 12 500 affiliés alors que la TPWB n'en a que 10 000. J'entends qu'une analyse complète va être programmée et que le dossier sera soumis au gouvernement. Je rappelle que vos maîtres-mots sont transparence, impartialité et équité. J'espère que dans ce dossier, ces trois maîtres-mots qui vous sont chers seront appliqués.

1.7 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Obligation du brevet supérieur en sauvetage aquatique (BSSA) pour les clubs de plongée sous-marine en piscine»

M. Thierry Witsel (PS). – La Ligue francophone belge de recherches et activités subaquatiques (LIFRAS) représente 118 clubs et compte 5 500 membres. Elle se distingue par la présence en son sein d'une commission médicale composée de six médecins permanents et par un encadrement rigoureux, avec un moniteur pour quatre à huit plongeurs.

Cependant, l'obligation pour les clubs de plongée voulant pratiquer en piscine de disposer d'un brevet supérieur en sauvetage aquatique (BSSA) pose des difficultés majeures. Les moniteurs sont déjà formés en réanimation cardiopulmonaire et titulaires d'un brevet de secourisme reconnu au niveau international, mais ce dernier n'est pas reconnu en Wallonie. L'exigence supplémentaire de disposer du BSSA entraîne des coûts significatifs, qui se répercutent sur les membres de la LIFRAS, alors même que les clubs de plongée font face à une perte d'adhérents depuis la crise sanitaire.

Il existe un risque que certains plongeurs se détournent des clubs pour pratiquer directement en milieu naturel, sans entraînement préalable en piscine, ce qui pourrait compromettre leur sécurité.

Madame la Ministre, avez-vous pris connaissance de cette problématique et des difficultés auxquelles la LIFRAS et les clubs de plongée sous-marine sont confrontés? Avez-vous été interpellée à ce sujet par la LIFRAS ou par d'autres acteurs?

Le nombre de membres affiliés à la LIFRAS a-t-il évolué depuis la précédente législature?

Qu'allez-vous faire pour que les compétences des moniteurs de plongée soient reconnues, sans leur imposer de disposer du BSSA, et ce, afin d'éviter les surcoûts et de faciliter l'accès à ce sport?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, la LIFRAS est reconnue en qualité de fédération sportive depuis le 1^{er} janvier 2025, et ce, pour une période de huit ans. Le 31 décembre 2023, elle comptait 110 cercles rassemblant 6 213 affiliés, dont 27 % de femmes.

Depuis 2019, le nombre de cercles et d'affiliés de la LIFRAS a diminué de 9 %.

Les règles de surveillance en bassin de natation sont une compétence régionale, qui relève plus particulièrement du ministre Coppieters en Région wallonne et du ministre Maron en Région de Bruxelles-Capitale. J'ai interpellé M. Coppieters à ce sujet. En Wallonie, la législation précise que «les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente».

Depuis plusieurs années, la LIFRAS interpelle, à juste titre, les pouvoirs régionaux à ce sujet. Elle explique que la présence d'un surveillant certifié BSSA n'apporte aucune garantie supplémentaire en termes de sécurité, puisque ces surveillants ne sont pas formés pour les activités subaquatiques. De plus, ils sont limités en termes de visibilité et d'équipement leur permettant de repérer et de sauver une personne en difficulté sous l'eau.

Les représentants de la LIFRAS insistent également sur la difficulté de trouver une personne certifiée disponible. Ils soulignent le coût supplémentaire qu'une telle surveillance engendre, ce qui serait préjudiciable à l'attractivité de leur discipline.

Je vous invite, Monsieur le Député, à vous adresser à mes collègues compétents en la matière pour obtenir de plus amples informations.

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, une concertation visant à identifier les solutions adéquates me paraît essentielle. Cela fait déjà un moment que la LIFRAS réclame d'être traitée de la même manière que son homologue flamande.

J'interrogerai M. Coppieters à ce sujet et j'espère qu'il ne me renverra pas vers vous.

1.8 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Homophobie dans le sport»

M. Thierry Witsel (PS). – Le sport est un formidable vecteur d’inclusion, d’épanouissement personnel et de cohésion sociale. Pourtant, des discriminations persistent à l’encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes et asexuelles (LGBTQIA+) dans de nombreuses disciplines et structures sportives. Un article de presse récent met en lumière des témoignages édifiants, notamment celui d’un jeune boxeur dont l’homosexualité a été révélée contre son gré. À la suite de cette annonce, le jeune homme explique avoir été mis à l’écart par ses coéquipiers et il n’a jamais plus remis les pieds dans son club. Il ne s’agit malheureusement pas d’un cas isolé.

Les remarques homophobes, parfois banalisées dans les vestiaires et sur les terrains, ainsi que l’absence de prise en considération des besoins spécifiques des personnes LGBTQIA+, notamment des personnes transgenres et intersexes, contribuent à créer un environnement hostile pour une partie de nos concitoyens. Face à ce constat alarmant, plusieurs clubs LGBTQIA+ ont vu le jour, afin de proposer un cadre bienveillant où chacun peut pratiquer une discipline sans crainte d’exclusion ou de jugement. Toutefois, la création de tels clubs ne saurait être la seule réponse à ces discriminations: l’ensemble des structures sportives, qu’elles soient de sport amateur ou professionnel, doivent être inclusives et respectueuses de la diversité.

Dès lors, Madame la Ministre, disposez-vous d’un recensement des plaintes à caractère homophobe et transphobe dans le milieu sportif? Quelles actions concrètes mettez-vous en œuvre pour lutter contre l’homophobie et les discriminations liées à l’orientation sexuelle ou à l’identité de genre dans le sport? Pouvez-vous nous faire un état des lieux des campagnes de sensibilisation destinées aux fédérations sportives, aux entraîneurs et aux sportifs afin de déconstruire les stéréotypes et de promouvoir un climat inclusif dans les clubs et les associations? Quel bilan en tirez-vous? D’autres campagnes sont-elles en préparation? Des mesures spécifiques sont-elles prévues pour accompagner l’ensemble des clubs sportifs dans l’instauration d’une politique de diversité et d’inclusion des personnes LGBTQIA+? Enfin, quel soutien est apporté aux nouveaux clubs LGBTQIA+?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, à ce stade, je ne dispose pas de recensement des plaintes à caractère homophobe ou transphobe. Les plaintes peuvent être recueillies par différents biais – notamment Unia, le Centre interfédéral pour l’égalité des chances, la police ou l’association SOS homophobie – sans que le secteur sportif soit nécessairement identifié au moment du dépôt de la plainte. Ces dernières années, le Réseau éthique n’a reçu aucune plainte à ce sujet.

Au cours de ce trimestre, je compte réunir les représentants des fédérations et associations sportives pour réaffirmer l’importance de faire preuve de fermeté

face aux comportements inacceptables sur et en dehors des terrains, mais, surtout, d'appliquer les sanctions en cas de faits avérés. Organisée les 5 et 6 avril derniers, l'opération «Trait rouge» visait aussi à dénoncer l'homophobie et toute autre forme de discrimination dans le sport et dans l'ensemble des attitudes et comportements violents, quels que soient leur nature et leur auteur.

En collaboration avec le groupe de réflexion «Sport et Citoyenneté», l'UCLouvain et l'ASBL Stop Racism in Sport, l'Association Wallonie-Bruxelles de basket-ball (AWBB) a également mis sur pied une formation de soixante minutes destinée aux entraîneurs et qui comporte trois modules: la lutte contre le racisme, contre le sexisme et contre l'homophobie. Cette formation sera proposée aux autres fédérations et associations sportives.

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, il convient effectivement de se montrer intransigeant vis-à-vis des comportements problématiques observés sur les terrains et aux abords de ceux-ci. Le week-end dernier, l'opération «Trait rouge» a prôné la diversité sur l'ensemble des terrains. Il est important de sensibiliser au mieux les citoyens. Cette formation proposée aux différentes institutions concernées est importante, car elle permet d'éveiller un grand nombre de personnes à l'existence de cette problématique. Je vous encourage vivement à réunir toutes les associations et fédérations afin d'éclaircir au mieux les situations et de faire en sorte que les propos litigieux de certains ne ternissent pas la bienveillance dont font preuve les sportifs dans ce secteur.

1.9 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Suivi des projets de revue des dépenses 2024 liés à la reconnaissance et aux subventions des fédérations sportives»

M. Thierry Witsel (PS). – Concernant le projet de 2024 lié à la reconnaissance et au subventionnement des fédérations sportives, projet qui visait une réforme en profondeur du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française avec une volonté d'optimisation des ressources, le gouvernement a annoncé une réforme avec deux niveaux d'accès aux subventions: une complète, avec des critères renforcés, donnant accès à l'ensemble des subventions disponibles, et une souple, permettant une reconnaissance sans accès à certaines aides et sans accès à la subvention de fonctionnement.

Madame la Ministre, comment se concrétise actuellement la mise en œuvre de cette réforme? Un calendrier d'application est-il fixé pour cette nouvelle architecture de reconnaissance? Comment les fédérations seront-elles accompagnées dans cette transition, notamment celles qui pourraient ne plus respecter les critères renforcés?

Par ailleurs, des incertitudes subsistent quant à la possible réaffectation d'une partie des subventions forfaitaires. Manque aussi de clarté le principe d'une grille d'évaluation fondée sur la bonne gouvernance, qui pourrait conditionner

l'octroi des subventions aux résultats obtenus lors de l'autoévaluation des fédérations. Ces deux pistes font-elles l'objet d'un suivi actif ou sont-elles en suspens?

Plus largement, comment garantirez-vous que cette réforme s'inscrive dans une logique de simplification, d'objectivation et de soutenabilité, sans déstabiliser un secteur dans lequel de nombreuses fédérations fonctionnent déjà avec des moyens limités, au service d'un maillage associatif local essentiel à l'accessibilité au sport pour tous?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Dans le secteur du sport, l'exercice 2024 de la revue des dépenses a permis d'identifier plusieurs opportunités, complétées par des recommandations formulées à la suite de l'évaluation du décret du 3 mai 2019. Il s'agit notamment de repenser la catégorisation des fédérations et associations sportives reconnues en fonction d'objectifs et de missions déterminés, de distinguer les principes de reconnaissance et de subventionnement, de centraliser la collecte de données des fédérations, d'individualiser le traitement des fédérations reconnues, de transposer cette méthode dans des textes en modélisant un mécanisme permettant de concentrer les différentes enveloppes budgétaires existantes et de déterminer des objectifs et missions particuliers pour la reconnaissance de structures visant un public spécifique.

La Déclaration de politique communautaire (DPC) va dans le même sens, avec le souhait d'optimiser le soutien aux fédérations et associations sportives. Un avant-projet de décret reprenant cette ligne directrice devrait être rédigé d'ici le premier trimestre de 2026.

M. Thierry Witsel (PS). – Plusieurs points doivent donc encore être clarifiés, notamment le calendrier de mise en œuvre et la possibilité de réaffectation des subventions forfaitaires. Si cette possibilité n'est pas explicite et anticipée, cela risque de créer de l'instabilité dans un secteur qui fonctionne déjà avec des marges budgétaires très étroites. Les fédérations doivent pouvoir se projeter et s'organiser, mais surtout être accompagnées dans cette transition. Madame la Ministre, vous annoncez qu'un avant-projet de texte sera présenté durant le premier trimestre de 2026. Je resterai donc attentif à ce dossier.

1.10 Question de Mme Eliane Tillieux, intitulée «Règles vestimentaires pour les athlètes»

Mme Eliane Tillieux (PS). – Depuis le 20 janvier dernier, la Fédération française de gymnastique autorise ses athlètes féminines à porter un short par-dessus le justaucorps en compétition. Au-delà de l'amélioration du confort et de la performance, cette évolution marque une avancée importante dans la lutte contre l'hypersexualisation des athlètes. Elle permet aux gymnastes de ne plus être

contraintes à porter une tenue moulante et échancrée, qui peut être source de malaise pour certaines. Cette question a d'ailleurs été largement médiatisée lors des Jeux olympiques de Paris, où de nombreuses sportives ont dénoncé l'imposition de tenues jugées trop révélatrices, sans que cela soit nécessaire à la performance.

Dans ce contexte, Madame la Ministre, je souhaite comprendre la position de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur cette question. Comment votre administration prend-elle en compte les préoccupations liées à l'inclusion et au respect du corps dans le sport? Qui est responsable de l'élaboration des règles vestimentaires en gymnastique en Belgique? Avez-vous la possibilité d'intervenir sur ce sujet ou cela relève-t-il uniquement des fédérations? Des discussions sont-elles en cours avec la Fédération royale belge de gymnastique pour envisager un assouplissement des règles vestimentaires?

Alors que de nombreuses gymnastes expriment leur souhait de pouvoir choisir une tenue plus adaptée à leur confort, avez-vous déjà entamé des démarches en ce sens auprès de la Fédération? La Fédération Wallonie-Bruxelles envisage-t-elle de suivre l'exemple français? Si tel est le cas, dans quels délais?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – En janvier 2025, la Fédération française de gymnastique a, en effet, informé ses membres qu'elle autorisait le port du short par-dessus le justaucorps pour les gymnastes féminines dans toutes les compétitions, sans que cela conduise à une pénalisation de l'athlète, comme c'était le cas par le passé.

Les tenues vestimentaires découlent directement des règlements techniques des fédérations et associations sportives. En Belgique, c'est la Fédération royale belge de gymnastique qui régleme les tenues pour les compétitions nationales et la Fédération francophone de gymnastique et de fitness pour les compétitions régionales et provinciales.

Au risque de vous étonner, Madame la Députée, la Belgique est en avance de plusieurs années sur la France. Dans toutes les disciplines, les filles ont la possibilité de porter un élément supplémentaire à la tunique seule: collant, short, jupe, etc. Cet élément varie en fonction de la participante et de la discipline.

Si la disposition existe, elle est, sur le terrain, encore peu répandue dans la gymnastique artistique féminine, par habitude et pour le côté esthétique des mouvements. La tendance se développe néanmoins.

Au niveau international, en gymnastique artistique féminine, les athlètes peuvent porter un short dans la catégorie junior et une combinaison intégrale dans la catégorie senior.

Mme Éliane Tillieux (PS). – Madame la Ministre, si je suis heureuse d’apprendre que la disposition existe chez nous, je regrette qu’elle soit aussi peu répandue et connue. Ma question permettra à toutes les jeunes gymnastes de se sentir beaucoup plus à l’aise en prenant connaissance de ce qui leur est autorisé et en portant la tenue qui leur convient.

Pas plus tard qu’hier, j’ai encore recueilli le sentiment de jeunes filles ayant pris part à des compétitions le week-end dernier et qui se sentaient extrêmement mal à l’aise et pénalisées par le port d’une tenue trop moulante. Les jeunes filles peuvent parfois éprouver de la gêne par rapport à leur représentation corporelle, ce qui peut mener à de vraies difficultés et les mettre dans un état d’esprit qui n’est pas sain pour la compétition. Il est important que les jeunes filles soient tout à fait à l’aise afin de pouvoir pleinement s’investir dans leur compétition sportive.

Je ne manquerai pas de transmettre votre réponse aux personnes concernées.

(Mme Özlem Özen, vice-présidente, prend la présidence)

1.11 Question de M. Christophe Bastin, intitulée «Semaine «Sport Bien-être»»

M. Christophe Bastin (Les Engagés). – Madame la Ministre, la semaine «Sport Bien-être», organisée par l’ADEPS du lundi 31 mars au lundi 7 avril 2025 inclus, vise à promouvoir un mode de vie actif et à sensibiliser la population aux bienfaits de l’activité physique sur la santé physique et mentale. Cet événement propose plus de 450 activités sportives et conférences gratuites, ouvertes à tous, et encadrées par les centres sportifs locaux (CSL) des provinces de Luxembourg, Namur, Brabant wallon et Bruxelles. Les activités offertes incluent des initiations sportives, des cours spécifiques, des séances de remise en forme et des conférences sur des thématiques variées, telles que le sport sur ordonnance, le tabac, les premiers secours ou la diététique. Ces initiatives ciblent divers publics, y compris les adolescents, les adultes, les enfants, les seniors et les personnes fragilisées. En tant que député du groupe Les Engagés, pour lequel la santé est un pilier fondamental, je salue cette initiative.

Madame la Ministre, quelles mesures le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles envisage-t-il pour évaluer l’impact de la semaine «Sport Bien-être» sur la population, en termes de participation et de changements de comportements liés à l’activité physique? Compte tenu de l’importance de promouvoir un mode de vie actif, envisagez-vous de pérenniser cette initiative et de l’étendre à d’autres provinces ou communes, afin de toucher un public encore plus large?

Des synergies sont-elles prévues entre l’ADEPS et d’autres organismes ou ministères, notamment ceux de la Santé publique, de la Jeunesse et de

l'Éducation, pour renforcer l'impact de cette semaine et encourager une pratique régulière d'activités physiques au-delà de l'événement?

Quelles actions spécifiques sont-elles instaurées pour assurer l'accessibilité des activités proposées aux personnes en situation de handicap ou issues de milieux socio-économiques défavorisés, afin de garantir une participation inclusive à cette semaine dédiée au sport et au bien-être?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Les bienfaits d'une activité physique régulière sur la santé ne sont plus à démontrer. L'ADEPS a donc développé la première édition de semaine «Sport Bien-Être». Ce projet pilote est mené en collaboration avec les CSL pour impulser une dynamique sportive à l'échelle de leur commune respective. Les 55 CSL et centres sportifs locaux intégrés (CSLI) de Wallonie et de Bruxelles ont ainsi proposé 485 activités gratuites.

En fonction de l'évaluation qui sera faite de ce projet pilote, la semaine «Sport Bien-Être» pourrait devenir récurrente et bénéficier d'évolutions, notamment en développant des contacts avec l'Agence pour une vie de qualité (AViQ) ou avec d'autres administrations, comme celles actives pour la jeunesse et l'éducation.

Aujourd'hui, la gratuité des activités proposées constitue une première démarche forte pour favoriser la participation de publics moins favorisés. Mon cabinet et celui du ministre Yves Coppieters ont constitué un groupe de travail commun afin d'avancer de concert sur ces deux dossiers.

M. Christophe Bastin (Les Engagés). – Madame la Ministre, je vous félicite pour l'initiative du groupe de travail commun avec le cabinet du ministre Coppieters. Je reviendrai vers vous une fois que l'évaluation du projet aura eu lieu.

(Mme Christophe Bastin, président, reprend la présidence)

1.12 Question de Mme Özlem Özen, intitulée «Suppression de l'intervention de l'ADEPS dans les prisons et institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ)»

Mme Özlem Özen (PS). – Le sport est un outil essentiel de prévention, d'éducation et de réinsertion. Dans les institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ) ou dans les établissements pénitentiaires, il permet aux jeunes de dépenser leur énergie, de découvrir de nouvelles activités collectives et de développer leur confiance en eux. Il contribue à améliorer la santé mentale et physique des détenus. C'est aussi un outil indispensable pour favoriser la réinsertion sociale.

Récemment, un de mes collègues a interrogé la ministre Lescrenier sur le financement des activités sportives dans les IPPJ. La ministre a affirmé sans équivoque qu'aucune suppression du budget de ces activités n'était prévue dans son

secteur, réfutant ainsi toute volonté de son ministère de réduire l'accès au sport pour ces jeunes. Toutefois, elle a également précisé que l'ADEPS n'interviendrait plus dans les activités sportives au sein des IPPJ et des établissements pénitentiaires; cette décision relève de vos compétences, Madame la Ministre.

Dès lors, confirmez-vous officiellement la suppression de l'intervention de l'ADEPS dans les IPPJ et les établissements pénitentiaires? Quelles raisons ont-elles motivé cette décision? Cette suppression a-t-elle fait l'objet d'une concertation avec les secteurs concernés, notamment l'Aide à la jeunesse et la Justice?

Quel était le budget alloué à l'ADEPS pour ces interventions et quelles étaient les disciplines ou activités concernées? Ce budget sera-t-il réalloué pour des projets similaires? Quelles solutions alternatives sont-elles envisagées pour garantir la poursuite d'activités sportives dans ces établissements, par exemple grâce à des partenariats avec des fédérations sportives, des clubs ou des associations? Quels dispositifs sont-ils prévus pour évaluer les effets de cette suppression et envisager d'éventuelles mesures de réintégration du sport dans ces dispositifs d'accompagnement?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Madame la Députée, comme je l'ai déjà précisé, depuis 2017, les fédérations ou associations sportives reconnues par la Fédération Wallonie-Bruxelles et clubs qui y sont affiliés ont développé différents projets visant à soutenir l'instauration d'activités physiques et sportives autorisées en milieu carcéral et dans les IPPJ. Ce sont 68 projets qui ont été organisés dans 14 disciplines différentes au sein de 13 établissements pénitentiaires et de cinq IPPJ.

La réinsertion des détenus par le sport fait, par exemple, partie intégrante du plan d'action «Gagnons du terrain» de l'Association des clubs francophones de football (ACFF). Le projet mené vise à offrir une formation d'entraîneur à des détenus sélectionnés par l'administration pénitentiaire. Depuis 2011, trois prisons ont pris part au projet avec 18 clubs de l'ACFF, ce qui a permis de diplômer 42 détenus.

En 2025, aucun budget spécifique n'a été prévu. Toutefois, l'enveloppe budgétaire «Action sportive locale», dans la mesure où le demandeur peut faire valoir, dans le cadre d'un programme spécifique, des modules d'activités répondant à des besoins spécifiques, est une option de subventionnement.

Mme Özlem Özen (PS). – Madame la Ministre, vous dites que, en 2025, aucun budget n'est prévu. Cette suppression est tout de même inquiétante puisqu'elle témoigne d'un désengagement de la Fédération Wallonie-Bruxelles envers les détenus. Ceux-ci sont désormais privés d'un accès aux activités sportives, alors

même que le sport est un outil reconnu pour lutter contre l'exclusion, pour améliorer la qualité de vie au sein des établissements pénitentiaires, surtout au vu de la surpopulation carcérale criante en Belgique, et pour éviter les tensions entre détenus.

Il me semble donc paradoxal qu'une institution comme l'ADEPS, chargée de promouvoir l'accès au sport pour tous, retire son soutien à un public qui en a grandement besoin.

1.13 Question de M. Olivier Maroy, intitulée «Deuxième tour de l'appel d'offres de la RTBF pour sous-licencier certains matches de la Coupe du monde de football 2026»

M. Olivier Maroy (MR). – La Coupe du monde 2026 approche à grands pas. Si les matches n'ont pas encore commencé, les médias, eux, sont déjà dans le jeu pour obtenir les droits de diffusion.

Chez nous, c'est la RTBF qui a obtenu les droits pour diffuser l'ensemble des rencontres de la compétition. Elle a néanmoins décidé d'en céder certaines à d'autres chaînes. Elle a donc lancé un appel d'offres pour la sous-licence de certains matches. Selon *RTL Belgium*, il semblerait que l'offre soit déséquilibrée: pas assez de matches, affiches peu attrayantes, horaires difficiles, pas de matches des Diables rouges... Fin mars, la RTBF a revu sa copie puisqu'elle a lancé un second tour de son appel d'offres. L'offre contiendrait davantage de matches par rapport à la première proposition, mais un grand nombre seraient programmés en pleine nuit. Pour rappel, la Coupe du monde se tiendra de l'autre côté de l'Atlantique. Par ailleurs, la nouvelle offre ne comprendrait toujours aucun match au-delà des seizièmes de finale, et toujours aucun match des Belges.

Pour *RTL Belgium*, cette nouvelle proposition maintiendrait une situation concurrentielle faussée et ne répondrait pas aux objectifs énoncés dans notre Déclaration de politique communautaire (DPC). Celle-ci indique que «la RTBF adoptera une approche conforme au marché et soucieuse des coûts. Elle reverra dans ce cadre sa politique d'acquisition des droits de diffusion en clair de programmes, notamment sportifs, de telle manière à ne pas empêcher les chaînes de télévision privées belges francophones qui le désirent de les acquérir au prix du marché».

Madame la Ministre, avez-vous pris connaissance du contenu de la seconde offre? Dans l'affirmative, quelle est votre analyse? Avez-vous été sollicitée par RTL, voire par d'autres chaînes, à ce sujet? Comment cela s'organise-t-il en Flandre? Comment garantir une répartition équilibrée des droits avec les acteurs privés, comme mentionné dans la DPC?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – En tant que ministre des Médias,

il ne m'appartient pas de commenter le contenu de ces discussions entre opérateurs, ne disposant pas des éléments contractuels des droits sportifs soumis au secret des affaires et aux règles de confidentialité.

Pour rappel, la gestion des droits sportifs est une compétence exclusive de la RTBF, en tant qu'entreprise publique autonome, et le gouvernement n'a pas à intervenir en la matière. Il en est d'ailleurs de même en Flandre avec la *Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie* (VRT).

Toutefois, comme vous l'avez rappelé, notre DPC ambitionne un meilleur équilibre entre chaînes publiques et privées. À ce sujet, des discussions auront lieu prochainement avec la RTBF afin d'établir un avenant au contrat de gestion.

Dans ce cadre, les droits d'acquisition des événements sportifs seront abordés avec pour objectif d'arriver à une solution satisfaisante pour la RTBF, obligée de procéder à des économies, et les autres opérateurs audiovisuels.

Au regard des médias publics de nos voisins européens, la RTBF doit être aujourd'hui le service audiovisuel public qui dispose du plus grand nombre de droits sportifs. À l'avenir, il me semble donc qu'une répartition plus équilibrée doit être de mise entre les différents opérateurs sur le marché, en donnant à tous une égale chance d'acquiescer ces droits.

M. Olivier Maroy (MR). – Je suis plus en phase avec la deuxième partie de votre réponse, Madame la Ministre. Il est en effet sain de répartir les matches de façon équilibrée entre les principaux opérateurs, surtout dans un contexte où les acteurs et les départements de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont tenus de faire des économies. La RTBF ne doit pas uniquement céder les matches de seconde zone diffusés en pleine nuit. Elle doit oser la saine concurrence et miser sur la qualité de ses commentaires et l'analyse des matches par ses chroniqueurs, qui font sa force.

Dans la plupart des pays européens, aucune chaîne ne diffuse à elle seule l'ensemble des matches. Chez nos voisins français, en tout cas lors de la dernière Coupe du monde, ils ont été répartis entre M6 et TF1.

Je me réjouis que le service public reste dans le jeu. Diffuser des compétitions sportives fait partie des missions de la télévision publique. Celle-ci ne doit toutefois pas en avoir l'exclusivité, sans rien partager. *RTL Belgium* est un groupe 100 % belge. L'objectif du groupe MR, que vous partagez bien évidemment, est qu'il y ait de la place pour tout le monde, dans un contexte de saine concurrence. Que la RTBF se fixe sur ce qui lui permet de faire la différence: les analyses, les commentaires ou les graphiques élaborés par ses techniciens!